

*Umanità nova - 5 août 1920.*

-----

## **LES DEUX VOIES: RÉFORME OU RÉVOLUTION? LIBERTÉ OU DICTATURE? (1<sup>ère</sup> partie)**

Les conditions actuelles de la société ne peuvent pas durer éternellement - on peut dire aujourd'hui qu'elles ne peuvent plus durer longtemps.

Tout le monde en convient-du moins, tous ceux qui réfléchissent.

Des conservateurs au vrai sens du mot, il n'y en a plus.

Il y a plutôt des gens qui entendent profiter du moment présent, et faire en sorte de jouir le plus longtemps possible de leurs privilèges, sans s'inquiéter de savoir si «*après eux, le déluge*». Et il y a aussi de féroces réactionnaires qui voudraient faire revenir le monde en arrière, noyer dans le sang toute tentative de libération et soumettre les masses au régime du sabre. Mais tout cela, en vain. La réaction peut arriver à donner une teinte du plus vif rouge sang à l'aube qui surgit: elle ne réussira pas à empêcher la catastrophe imminente.

Les masses ne veulent plus se soumettre.

Tant que l'on croyait que les souffrances étaient un châtement ou une épreuve envoyés par Dieu, et que tous les maux supportés ici-bas seraient payés au centuple dans l'autre monde, un régime d'iniquité pouvait alors se constituer et durer, régime dans lequel une poignée d'hommes imposent leur volonté aux autres, les exploitent et les oppriment selon leur bon plaisir.

Mais cette foi n'a jamais été très efficace parce qu'elle n'a jamais empêché les gens de prendre soin de leurs intérêts sur cette terre, et c'est pourquoi la religion n'a pas réussi à étouffer complètement le progrès. Et cette foi a beaucoup diminué: elle est en voie de disparition. Même les prêtres sont obligés, pour sauver la religion et être sauvés en même temps, de se donner l'air de vouloir résoudre la question sociale et adoucir les maux des travailleurs.

A partir du moment où les travailleurs comprennent la place qui est la leur dans la société, il est impossible qu'ils acceptent pour toujours de travailler et de souffrir, de produire leur vie entière pour le compte de leurs patrons et de n'avoir devant eux que la tristesse d'une vieillesse qui n'est même pas assurée d'avoir un abri et du pain. Comme ils sont les producteurs de toute richesse et qu'ils savent qu'ils peuvent produire pour satisfaire amplement les besoins de tous, il est impossible qu'ils veuillent se résigner pour toujours à une vie misérable, toujours menacée par le spectre du chômage et de la faim. Mais mieux instruits, affinés au contact de la civilisation, même si elle se fait au bénéfice des autres, ayant eu l'expérience de la force que peuvent leur donner leur union et leur courage, il est impossible qu'ils se contentent de rester une classe inférieure et méprisée et qu'ils ne prétendent pas à une large part des joies de la vie.

Aujourd'hui le prolétaire sait que la règle veut qu'il soit condamné à rester prolétaire toute sa vie, à moins qu'il n'y ait un changement général de l'ordre social; il sait que ce changement ne peut se faire

sans le concours des autres prolétaires et c'est pourquoi il cherche dans l'union la force nécessaire pour l'imposer.

Les bourgeois, et les gouvernements qui les représentent et les défendent, le savent aussi et, pour éviter d'être emportés dans un terrible cataclysme social, ils comprennent la nécessité de prendre des mesures d'une façon ou d'une autre; d'autant plus qu'il ne manque pas de bourgeois intelligents qui comprennent que la société telle qu'elle est actuellement constituée est absurde et, au fond, nuisible à ceux-là mêmes qui en sont les bénéficiaires.

Il faut donc changer, tôt ou tard, d'un coup ou progressivement.

Mais en quoi consistera ce changement, et jusqu'où ira-t-il?

La société actuelle est divisée en propriétaires et prolétaires. On peut la changer en abolissant la condition de prolétaire et en faisant de tous et de chacun les co-propriétaires de la richesse sociale; ou on peut la changer en conservant cette condition qui en est le fondement, mais en assurant aux prolétaires un meilleur traitement.

Dans le premier cas, les hommes deviendraient libres et socialement égaux; ils organiseraient la vie sociale conformément aux désirs de chacun et toutes les potentialités de la nature humaine pourraient se développer dans une infinie variété. Dans le second cas, les prolétaires, bêtes utiles et bien nourries, s'installeraient dans leur condition d'esclaves contents de leurs bons patrons.

Liberté ou esclavage. Anarchie ou état d'asservissement.

Ces deux solutions possibles sont à l'origine de deux tendances divergentes, représentées dans leurs manifestations les plus logiques et cohérentes par les anarchistes d'une part, et par les prétendus socialistes réformistes d'autre part. Avec cette différence: les anarchistes savent et disent ce qu'ils veulent, à savoir la destruction de l'État et la libre organisation de la société sur la base de l'égalité économique; les socialistes, au contraire, se trouvent en contradiction avec eux-mêmes: ils se disent socialistes alors que leur action tend à aménager et perpétuer le système capitaliste, en l'humanisant; et ainsi ils renient le socialisme qui signifie avant tout l'abolition de la division des hommes en prolétaires et en propriétaires.

La tâche des anarchistes - et je dirai de tous les véritables socialistes - est de s'opposer à cette tendance vers l'état d'asservissement, vers un état d'esclavage atténué qui châtrerait l'humanité de ses meilleures qualités, priverait la société en marche de ses plus belles possibilités - et sert, entre-temps, à maintenir l'état de misère et de dégradation où se trouvent les masses, en les persuadant d'être patientes et de faire confiance à la providence de l'État et à la bonté et la compréhension des patrons.

Toute la législation prétendument sociale, toutes les mesures étatiques visant à «protéger» le travail et à assurer aux travailleurs un minimum de bien-être et de sécurité, de même que tous les moyens utilisés par les capitalistes intelligents pour enchaîner l'ouvrier à l'usine par des primes, des pensions et autres avantages, tout cela n'est que mensonges ou pièges, ou bien un pas vers cet état d'asservissement qui est une menace pour l'émancipation des travailleurs et le progrès de l'humanité.

Salaire minimum fixé par la loi; limitation légale de la journée de travail; arbitrage obligatoire; contrat collectif de travail ayant valeur juridique; personnalité juridique des associations ouvrières; mesures d'hygiène dans les usines prescrites par le gouvernement; assurances étatiques contre les maladies, le chômage, les accidents du travail; pensions de vieillesse; co-participation aux bénéfices, etc... etc...; ce sont autant de mesures pour faire en sorte que les prolétaires restent toujours des prolétaires, et les propriétaires toujours des propriétaires; mesures qui donnent aux travailleurs (quand c'est bien le cas) un peu plus de bien-être et de sécurité, mais qui leur enlèvent le peu de liberté qu'ils ont et qui tendent à perpétuer la division des hommes en patrons et en esclaves.

Certes, en attendant la révolution, il est bon - et même utile pour la faciliter - que les travailleurs cherchent à gagner plus et à travailler moins d'heures et dans de meilleures conditions. Il est bon que les chômeurs ne meurent pas de faim, que les malades et les vieux ne soient pas abandonnés. Mais cela, et d'autres choses encore, les travailleurs peuvent et doivent l'obtenir par eux-mêmes, par la lutte directe

contre les patrons, dans leurs propres organisations; par l'action individuelle et collective et en développant en chacun le sens de sa dignité personnelle et la conscience de ses droits.

Les cadeaux de l'État, les cadeaux des patrons sont des fruits empoisonnés qui portent en eux le germe de l'esclavage. Il faut les rejeter.

**Errico MALATESTA.**

-----